ACCORD INTERPALESTINIEN

L'Égypte fustige les «tergiversations» du Hamas

L'Egypte en a assez des «tergiversations» du Hamas face à la signature d'un accord de réconciliation interpalestinien négocié avec Le Caire, a rapporté hier dimanche le journal gouvernemental* Al-Ahram *en citant une source au sein du pouvoir.

«L'Egypte a été surprise par les tergiversations du gouvernement du Hamas qui a affirmé qu'il ne pouvait pas venir au Caire à la date prévue», a déclaré au journal cette source officielle sous couvert de l'anonymat.

L'Egypte avait annoncé vendredi le report sine die de la signature prévue au Caire le 26 octobre, après déjà deux reports en raison de profondes divergences entre les factions palestiniennes.

Le parti Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé, jeudi dernier, avoir remis aux médiateurs égyptiens l'accord signé, mais l'aval du Hamas reste encore incertain.

Un responsable du mouvement islamiste a indiqué hier dimanche que le Hamas avait différé le départ de sa délégation chargée de remettre une réponse à l'Egypte, en invoquant l'absence au Caire du principal négociateur égyptien, le chef des renseignements Omar Souleimane.

M. Souleimane devait toutefois revenir hier en Egypte à l'issue d'une tournée en Europe où il a accompagné le président Hosni Moubarak.

«Le report de la réconciliation et le fait que le Hamas ait attisé une atmosphère d'extrême tension dans les territoires palestiniens démontrent que le Hamas manque de bonne volonté et a son propre agenda», estime encore l'officiel cité par *Al-Ahram*.

Les divergences concernant le rapport Goldstone sur le conflit de Ghaza de l'hiver dernier, invoquées par le mouvement islamiste, «valent-elles que le Hamas sacrifie une réconciliation historique ?» s'interroge-t-il encore.

Cet officiel laisse également entendre que la patience du Caire envers le mouvement qui contrôle la bande de Ghaza, avec laquelle l'Egypte a une frontière, a ses limites. «Les frères du Hamas doivent savoir que l'Egypte est un pays qui a beaucoup de poids et qu'ils ne peuvent pas traiter avec elle comme s'ils traitaient avec une autre faction palestinienne», prévient-il.

Photos : DR

Le président palestinien, Mahmoud Abbas.

L'Irak accuse ses voisins de s'être emparé de ses archives officielles

L'Irak accuse ses voisins d'avoir fait main basse sur une grande partie de ses archives nationales, pillées lors du chaos qui a suivi l'invasion conduite par les Etats-unis en mars 2003, dont des documents datant de plusieurs siècles.

«Des documents anciens concernant les relations de l'Irak avec ses voisins ont été pris par ces derniers après les avoir achetés à des pillards ou récupérés chez certaines factions politiques», a affirmé samedi à l'AFP Saâd Iskander, directeur de la Maison des livres et des documents, les Archives nationales irakiennes. Près de 60 % des archives irakiennes, soit des dizaines de millions de documents, datant parfois de plusieurs siècles, ont été volées, d'autres, entreposées dans les sous-sols, ont été détruites par des fuites d'eau et un grand nombre a été brûlé lors de l'incendie du bâtiment situé à Bab al-Mouazam, dans le centre historique de Bagdad. «Il ne s'agit pas de suppositions, car nous avons les preuves que ces documents ont été emmenés dans ces pays. Il s'agit de cartes, documents et accords officiels concernant notamment le pétrole, les frontières et les questions des fleuves et des rivières.

Les pays voisins se sont dépêchés de nous les prendre», a-t-il dit. «Des documents concernant des mouvements d'opposition, basés dans le passé en Irak, ont aussi été dérobés», a-t-il ajouté. Plusieurs mouvements hostiles aux régimes en place en Syrie, en Iran ou en Arabie saoudite avaient des sièges en Irak à l'époque de Saddam Hussein.

Par ailleurs, selon lui, Bagdad va négocier en 2010 avec les Etats-Unis le retour d'une dizaine de millions de documents, notamment ceux concernant la communauté juive irakienne.

«Pour le moment, la situation ici est instable et le gouvernement actuel est en fin de mandat. Nous allons donc négocier au début de l'année prochaine le retour des archives juives», a dit Saâd Iskander. Les Juifs, présents en Irak depuis l'antiquité, l'ont quitté massivement après la naissance d'Israël en 1948 et la première guerre israélo-arabe. En 1951, par un pont aérien, 120 000 d'entre eux, soit 96% de la communauté d'Irak, avaient émigré dans l'Etat hébreu.

En juillet 2008, le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, a créé un groupe de travail chargé d'enquêter sur le vol d'environ 300 livres rares judaïques qui ont mystérieusement abouti en Israël. Légèrement endommagés lors de bombardements américains pendant la prise de Bagdad, ils avaient été envoyés aux Etats-Unis pour restauration, avec l'accord des nouvelles autorités irakiennes. Mais plusieurs ouvrages avaient disparu en route avant de finir en Israël.

«Nous les avons achetés à des voleurs», avait déclaré fin juin, au quotidien israélien *Haaretz* l'ancien député israélien Mordechaï ben Porat, qui anime le Centre de l'héritage des Juifs de Babylone. Parmi ces ouvrages en hébreu figurent un commentaire du Livre de Job publié en 1487 et un volume des prophéties bibliques publié à Venise en 1617, selon *Haaretz*.

L'Irak a également commencé à digitaliser ses archives en commençant par les magazines les plus anciens, dont le premier mensuel, intitulé *Sciences*, publié en 1910, sous l'empire ottoman. Cette revue littéraire et historique, fondée par l'ecrivain Razzouk Issa, a sorti deux numéros avant de fermer en raison de difficultés financières. «A partir du début 2010, nous allons mettre sur le site les premiers quotidiens. Le plus ancien, *Az-Zawra*, a commencé à paraître en 1865 en turc, puis à partir de 1900 en arabe avant de s'arrêter avec l'arrivée des Britanniques durant la Première Guerre mondiale», a expliqué M. Iskander.

«Le premier journal purement irakien, *Al-Iraq*, a été publié de 1920 à 1960 et nous en possédons 20 000 numéros», a-t-il ajouté.

Al-Maliki a créé en 2008 un groupe de travail chargé d'enquêter.

Trois «engins d'espionnage israéliens» détruits dans le sud du Liban

Trois «engins d'espionnage israéliens» ont été détruits samedi et hier au Liban dans une zone frontalière avec Israël, dont deux par l'armée israélienne, a indiqué une source militaire libanaise.

«Une explosion s'est produite avant minuit la nuit dernière dans une zone sauvage accidentée dans le secteur frontalier de Houla, puis une seconde

explosion s'est produite hier matin au même endroit», a dit la source.

Il «est apparu que les deux détonations avaient été provoquées par Israël qui a fait exploser deux engins d'espionnage qu'elle avait installés dans le secteur il y a visiblement longtemps», a indiqué la source militaire libanaise. Israël «craignait pour une raison ou une autre qu'ils ne soient découverts et a procédé à leur destruction en les faisant exploser à distance», a-t-elle souligné.

Selon elle, l'armée libanaise, qui s'est déployée en force la nuit dernière dans la région, «a repéré un troisième engin et l'a fait exploser dimanche matin».

Une source des services de sécurité dans le sud du Liban a indiqué à l'AFP que les engins détruits servaient «aux écoutes et à la surveillance des communications de la résistance», faisant référence au Hezbollah.

La porte-parole de la force de l'ONU (Finul), Yasmina Bouziane, a pour sa part, affirmé «ne pas avoir d'informations précises sur ce qui s'était passé», indiquant que la Finul s'était déployée dans la région.

D'autre part, la source militaire a indiqué que les batteries antiaériennes de l'armée avaient tiré en direction d'un «avion de reconnaissance israélien de type MK qui avait violé l'espace aérien libanais survolant la région de Bint Jbeil dans le sud» du Liban.

«L'armée a tiré car l'avion se trouvait à portée de ses batteries», a-t-elle ajouté.

Le Liban se plaint régulièrement de violations de son espace aérien par l'aviation israélienne. Le 12 octobre, un Libanais a été blessé dans une explosion survenue dans la maison d'un membre du Hezbollah dans une localité du sud du Liban.

L'armée libanaise a dit que l'explosion était due à une roquette.

Israël affirme qu'elle est «survenue dans un dépôt d'armes du Hezbollah» dans le sud du Liban, s'appuyant sur des images qui selon l'Etat hébreu ont été prises par un drone israélien. Le Hezbollah a nié qu'il y avait un dépôt d'armes et indiqué qu'il s'agissait d'une explosion accidentelle due à la réaction de produits chimiques qui étaient sur place.

Israël a porté plainte devant le Conseil de sécurité de l'ONU.